

[00:00:01 Le logo de l'EFPC apparaît sur l'écran.]

[00:00:04 Tom Dufour apparaît dans l'appel vidéo.]

Tom Dufour, Statistique Canada : Bonjour, et bienvenue à la Conférence sur les données 2022, qui a pour thème « Valoriser les données et leur interprétation pour servir la population canadienne ». Bonjour et bienvenue à nouveau à la Conférence sur les données 2022 intitulée Valoriser les données et leur interprétation pour servir la population canadienne. Nous espérons que vous avez apprécié la première série de séances ce matin. Je vous rappelle que nous répondons aux questions sur cette plateforme de webdiffusion. Dans le coin supérieur droit de votre écran, veuillez cliquer sur le bouton « Participer » et vous pouvez, à partir de là, poser vos questions. J'ai maintenant le plaisir d'inviter Taki Sarantakis, président de l'École de la fonction publique du Canada, à présenter notre prochaine discussion informelle. À vous Taki.

Taki Sarantakis, École de la fonction publique du Canada : Merci infiniment Tom. Et bienvenue à toutes et tous. J'espère que vous appréciez toujours autant la conférence. Alors aujourd'hui, dans cette table ronde, nous allons nous intéresser aux mécanismes internes. Nous avons passé un certain temps à parler des données de façon générale et dans un contexte plus large, mais dans cette table ronde, nous allons nous pencher plus attentivement sur certains des mécanismes du gouvernement du Canada en matière de données. Nous avons avec nous trois merveilleux intervenants que je vais vous présenter un par un. Je vais commencer par le grand patron du Canada en matière de données, le statisticien en chef du Canada, Anil Arora. Je vais demander à Anil de parler brièvement du rôle que joue son organisation dans le domaine des données, puis je ferai de même avec nos deux autres invités, et nous entamerons ensuite une discussion. Donc, Anil, je vous passe la parole, mon ami.

Anil Arora, Statistique Canada : Merci beaucoup, Taki, c'est un honneur d'échanger avec vous et avec les autres intervenants. Je dirais que nous avons joué le rôle traditionnel d'un organisme de statistique. Nous traitons bien entendu d'énormes volumes de données et les convertissons en observations, puis les diffusions. Les gens disaient, oh, génial. Ce doit être la vérité. On se sert des données, et c'est terminé. Je pense que de plus en plus, nous jouons un rôle d'intendance des données. Autrement dit, il s'agit maintenant d'un partenariat. D'un sport d'équipe. Les données proviennent de tant de sources différentes, qui sont par ailleurs de plus en plus prolifiques. Nous mettons davantage l'accent sur la transformation des mécanismes internes en services externes. Nous cherchons maintenant à contribuer aux efforts déployés par la société, les gouvernements et même le secteur privé pour faire un meilleur usage des données, de manière responsable.

Autrement dit, nous construisons des cadres plus résilients et durables. Nous portons attention à des éléments comme la nécessité, la proportionnalité, les cadres éthiques, la bonne gouvernance, la protection des renseignements personnels, la confidentialité. Comment gérer les questions liées à la cybersécurité, à la dépersonnalisation et à l'anonymisation des données? Comment parvenir à penser de

manière horizontale? Comment relier les ensembles de données et éviter de les dédoubler? Comment élaborer des normes et des définitions adéquates? Et comprendre les métadonnées qui se cachent derrière. Nous commençons à mettre en place des outils et des plateformes appelés à être utilisés comme des services habilitants pour le reste de la société et du gouvernement. Et je dirais qu'un dernier volet de nos actions est centré sur la promotion et les communications, pour favoriser non pas des discussions polarisées, mais plutôt centrées sur la compréhension par les acteurs de la valeur des données, et des raisons pour lesquelles ils devraient d'y intéresser.

Taki Sarantakis : C'est un excellent aperçu de certaines des choses extraordinaires que Statistique Canada fait pour nous au Canada. J'aimerais ajouter un point pour l'auditoire. Statistique Canada, depuis ses origines, a été l'organisme de référence en matière de données et d'information. Je ne sais pas combien d'entre vous le savent, mais à l'extérieur du gouvernement du Canada, ces décisions sont utilisées par les entreprises, les gouvernements provinciaux, les municipalités et les commissions scolaires pour prendre toutes sortes de décisions, par exemple, où devrait-on construire des hôpitaux, quelle devrait être la capacité d'une école, quels hôpitaux devrait-on moderniser, à quel endroit faudrait-il fusionner des écoles? C'est donc l'un des services méconnus que le gouvernement du Canada fournit à tous les Canadiens, par l'intermédiaire des différents ordres de gouvernement. Notre deuxième invité est M. Francis Bilodeau, qui est entré en poste comme sous-ministre délégué d'ISDE relativement récemment. Et ISDE est très actif en matière de données au sein du gouvernement du Canada. M. Bilodeau, je vous laisse le soin de nous donner un petit aperçu de ce que les données représentent dans votre environnement de travail.

Francis Bilodeau, Innovation, Sciences et Développement économique Canada : Certainement. Merci Taki. C'est un plaisir de participer à cette table ronde avec vous tous. ISDE travaille sur plusieurs aspects. Tout d'abord, nous sommes souvent le ministère qui a à interagir avec les entreprises et à établir les politiques d'encadrement du marché, les règles. Les règles sont donc très importantes, par exemple les règles sur notre manière d'aborder la vie privée ou la concurrence, et leurs implications dans le monde moderne. Nous réfléchissons à la façon d'établir des règles susceptibles de favoriser l'innovation, mais aussi de protéger les citoyens et, en quelque sorte, de donner au Canada un avantage concurrentiel sur la scène internationale. Nous travaillons également avec l'industrie sur de nombreuses nouvelles technologies. Et sur des initiatives comme la Stratégie pancanadienne en matière d'IA : comment renforcer les compétences du Canada dans des domaines clés de l'avenir des données et de la technologie, et nous positionner de manière avantageuse dans ces domaines?

Nous sommes également l'organisme de réglementation de l'industrie des télécommunications. Ainsi, nous savons que l'Internet, sa capacité et son infrastructure sous-jacente sont essentiels pour utiliser les technologies de manière inclusive, avec la vitesse et la capacité nécessaires pour exploiter les données. Je pense que mes différentes fonctions dans le passé influencent aussi ma perspective. J'ai été le DPI du gouvernement du Canada pendant un certain temps et, au début du présent

gouvernement, j'ai dirigé l'unité Résultats et Livraison au BCP. Nous avons abordé diverses facettes des données, par exemple, comment utiliser les données dans la prise de décisions en matière de politiques? Comment construire la mécanique des données au sein du gouvernement? Et à présent, comment contribuer au succès des entreprises dans une économie fondée sur le numérique et sur les données?

Taki Sarantakis : Excellent, merci beaucoup Francis. Et maintenant notre troisième joueuse. Elle vient probablement de l'organisation la moins connue des trois représentées aujourd'hui à la table ronde, mais il s'agit d'une organisation extrêmement importante qu'il faut mieux connaître si vous êtes intéressé par le monde des données. Chantal, puis-je vous demander de nous présenter... Peut-être aussi nous parler un peu de vous-même, parce que vous êtes probablement moins connue de plusieurs de nos auditeurs, et parlez-nous ensuite du rôle de votre organisation dans le domaine des données. Chantal.

Chantal Guay, Conseil canadien des normes : Merci infiniment. Merci beaucoup Taki pour cette introduction. Oui. Je pense que nous sommes peu connus parce que nous faisons partie de ce bouclier invisible qui nous entoure. Et qui fait en sorte que lorsque vous appuyez sur l'interrupteur de votre machine à café le matin, vous ne vous électrocutez pas. Nous réussissons tellement bien à effectuer notre travail dans le domaine de la normalisation que les gens oublient que l'on existe. Je crois que c'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons peu de visibilité, mais une grande importance, n'est-ce pas? Assurément, dans mon rôle de directrice générale du Conseil canadien des normes, on s'attend à ce que je suive de très près toute initiative liée à la normalisation qui contribuera à la santé, au bien-être et à la prospérité économique à long terme des Canadiens. Et évidemment, les choix que nous faisons en matière de gouvernance des données auront des répercussions sur ces trois aspects. Les données sont universelles. Elles touchent tous les aspects de notre vie. Et nous savons qu'actuellement, les données sont générées, analysées, transmises, utilisées et mises en application plus rapidement que jamais auparavant.

Le traitement et la gestion des données ont une incidence sur tous les domaines, de la finance aux soins de santé, de l'éducation aux loisirs, de la fabrication au commerce de détail, et l'établissement d'un langage commun pour le partage des données est primordial. Il s'agit d'une tâche cruciale. Et c'est là que les normes entrent en jeu. Les normes sont essentielles à la collaboration. Imaginez un instant les réseaux locaux sans fil sans normes internationales pour définir ses règles de conception et d'utilisation. Notre formidable rencontre aujourd'hui n'aurait pas lieu. Alors, comment pouvons-nous tirer pleinement parti d'une économie numérique qui tienne compte de la santé et de la sécurité des personnes, des organisations, mais aussi des collectivités? Nous devons pouvoir compter sur un premier ensemble commun de normes pour exploiter et partager les données. La bonne nouvelle, c'est que nous avons les outils pour devenir au niveau international un chef de file, un influenceur en matière de gouvernance des données et des mégadonnées. Pour ce faire, il nous faut comprendre les outils déjà présents dans notre boîte à outils, et comment avoir recours aux pratiques exemplaires dont nous disposons ici et sur la scène internationale.

Les avantages de la normalisation sont très bien connus dans les secteurs traditionnels. Comme je l'ai mentionné, nous ne craignons pas d'être électrocutés lorsque nous utilisons nos électroménagers à la maison. Mais dans le monde numérique, nous n'en sommes pas au même point. Les règles qui encadrent les technologies numériques, la confidentialité des données ou la sécurité en sont encore à leurs balbutiements. Et la meilleure façon de commencer et d'exploiter les avantages en toute sécurité est vraiment d'avoir une trajectoire, des normes, et de se conformer à l'évaluation. Voilà en quoi consiste notre expertise. C'est ce que nous faisons. Nous rassemblons des personnes et des idées sur des questions complexes pour trouver des solutions. Et c'est ce que nous avons fait il y a deux ans avec le Collectif canadien de normalisation en matière de gouvernance des données. J'espère que vous avez eu l'occasion de consulter le document. Sinon, je vous invite à le faire. Le document constitue en quelque sorte un guide pour des infrastructures numériques plus sûres au Canada. Deux cents experts se sont réunis pour déterminer les principales questions à aborder et ce qu'il fallait mettre en place, et nous y travaillons actuellement. Et c'est très stimulant de participer à cette conversation, Taki, merci.

Taki Sarantakis : Merci infiniment Chantal. Quelle magnifique présentation de vous et de votre formidable petite organisation. J'aime beaucoup la manière dont vous avez présenté la notion de normes. Selon moi, les normes, comme les infrastructures, sont des éléments qui devraient fonctionner en arrière-plan sans que personne ne s'en aperçoive. Et quand on commence à remarquer l'infrastructure, quand on commence à remarquer les normes, c'est qu'il y a quelque chose qui cloche. C'est qu'il y a quelque chose ne fonctionne pas de manière harmonieuse, qu'un pont est en train de pourrir, ou qu'une route s'est érodée. Les personnes de l'auditoire qui comme moi sont un peu plus âgées se souviendront des débuts, avec des ports parallèles et des ports série. Et, oh mon Dieu, ceci est compatible avec cela. Ceci n'est pas compatible avec cela. Et puis un jour, quelqu'un a dit : « Eh, mettons sur pied une nouvelle norme. Créons un port universel. » Même chose pour l'électricité. Alors, c'est l'un des points que Chantal a abordés, et je vais demander à chacun d'entre vous d'en parler à tour de rôle. Je reviendrai peut-être à Anil.

Mais Chantal a mis le doigt dessus, et Anil en a aussi parlé un peu, c'est cette notion de normes. Les données sont brutes. Elles sont là, mais pour véritablement en tirer parti, nous avons besoin de principes, de normes ou de procédures. Revenons à l'électricité. Par exemple, si vous utilisez du courant alternatif ou du courant continu. Commençons avec Anil, pour nous expliquer pourquoi le fait d'avoir des données n'est pas suffisant.

Anil Arora : Oui. Merci pour cela, Taki. Tout d'abord, permettez-moi de dire un mot sur le contexte. Nous avons réalisé une première étude mondiale en 2018, qui a montré que la valeur des données au Canada dépasse celle de nos ressources naturelles, et que le montant de nos investissements dans les données dépasse chaque année celui de beaucoup de secteurs. Alors, j'aimerais poursuivre sur le point de Chantal et partir de votre point, Taki, pour l'amener à un tout autre niveau. Les gens comprennent l'infrastructure physique. Un pont a un problème et une voiture tombe, c'est une

tragédie, c'est terrible. D'accord. Cependant, lorsqu'on examine les données et leur importance dans la prise de décisions, qu'il s'agisse de décisions politiques ou réglementaires, on constate que cette importance des normes s'applique maintenant, décuplée par un facteur considérable, aux avantages que nous pouvons tirer du fait de normaliser, de traduire en informations et de comprendre ces dernières, et aussi aux risques encourus lorsque l'on ne fait pas les choses correctement.

Par exemple, prenons le cas de la pandémie, et des centaines de milliards de dollars que les gouvernements ont dû dépenser pour maintenir les entreprises à flot, pour soutenir les citoyens, pour prendre des décisions difficiles. Devinez quoi? Ces décisions étaient toutes fondées sur des données. Ainsi, que se passe-t-il si nous ne savons pas si un ensemble de données inclut ou non une certaine population, ou si nous n'avons pas la désagrégation ou le niveau de détail requis pour savoir quels sont les types d'entreprises ou les secteurs de la population concernés, et où se trouvent ces différentes populations? Prendre des décisions basées sur des moyennes peut entraîner de véritables problèmes. Et je dirais que nous voyons qu'il nous faut maintenant accorder encore plus d'importance aux données, c'est ce que nous avons appris. C'était déjà clair auparavant, mais nous avons compris que notre santé, notre économie, notre société, notre tissu social, nos institutions sont tous liés.

Notre environnement a désormais des effets tout aussi importants sur nos résultats en matière de santé. La quantité de verdure dans un environnement urbain. Les inégalités dans les infrastructures, le nombre de lits par habitant, par exemple, dans une région. L'intégration au système de transport en commun, par exemple, a maintenant une incidence réellement disproportionnée sur différentes parties de notre pays, de notre population. Il est essentiel à présent que nous comprenions ces choses que vous avez évoquées et que nous tenons pour acquises. Mais comme Chantal l'a dit, nous sommes en train de bâtir – et il s'agit de la partie passionnante, où nous construisons l'infrastructure de données au Canada. Et cela signifie que nous devons faire attention. Alors, si nous, en tant que fonctionnaires qui assistons à cette séance, nous ne portons pas attention à ces choses, devinez quoi? Nous aurons des problèmes. Et ils seront bien plus importants, car nous aurons dépensé de l'argent. Et nous ne saurons pas ce que les fonds ont permis de réaliser. Nous naviguerons à vue sur certaines des décisions les plus importantes dans le contexte actuel.

Taki Sarantakis : Merci. Francis, votre vaste empire comprend une petite organisation appelée Mesures Canada, que certains d'entre nous connaissent, d'autres non. Mais si vous allez faire le plein en Ontario, et partout au Canada, je crois, vous verrez un petit autocollant sur la pompe avec le nom de Mesures Canada. Essentiellement, cela nous permet de savoir ce qu'est un litre, puis ce qu'est un kilogramme, et ce qu'est un mètre. Nous faisons ce genre de choses depuis très, très longtemps dans d'autres domaines, mais nous avons maintenant de nouvelles responsabilités par rapport aux données et à ce qui se passe dans le reste du monde. Et comme Anil et Chantal l'ont souligné, nous sommes dans une période où le monde commence à rédiger, ou à réviser, certaines des règles qui encadrent les données. Peut-être pouvez-vous nous donner un petit aperçu de certains de ces éléments, Francis, comme votre ministère joue dans certains

de ces domaines un rôle très, très important en ce qui concerne l'interface avec le reste du monde dans les organisations internationales.

Francis Bilodeau : Certainement. Et Mesures Canada est un excellent exemple des changements en cours. La pompe à essence était le point de mire numéro un. Nous passons maintenant aux voitures électriques. Comment allons-nous mesurer la charge des voitures électriques, par exemple ? Ce sont des défis intéressants. Je vais aborder la question de manière générale en soulignant qu'il y a un large éventail de règles qui interagissent pour créer le cadre applicable. Il y a les lois, les règlements, les normes, puis les volets qui touchent leur mise en œuvre. Et chacun de ces aspects a des liens avec les données. Et vous l'avez évoqué, ce n'est pas un espace dans lequel nous avons historiquement légiféré, ou que nous avons réglementé. Mais, fait intéressant, c'est un espace dans lequel les géants de la technologie nous demandent maintenant d'intervenir, parce que la confiance est importante, parce que l'interopérabilité est importante. C'est aussi un espace dans lequel nous observons, en particulier pour ce qui est des normes, une concurrence entre les gouvernements.

Le fait d'avoir des normes, d'établir des normes, de faire partie d'un groupe qui utilise un ensemble de normes est important pour nos entreprises, car leurs technologies sont fondées sur des normes, et il est plus facile de les exporter dans des régions ayant des normes communes. Aussi, d'autres cadres sont en cours d'élaboration. La Chine, les États-Unis sont tous en train de réfléchir à leurs lois, à leurs règlements et à leurs normes. Et dans certains cas, des lois sont mises en place. On peut par exemple penser au Règlement général sur la protection des données. Ainsi, la législation de l'Union européenne sur les renseignements personnels et sur le traitement des données et de la protection des renseignements personnels s'applique en dehors de ses frontières à toute entreprise qui fait affaire avec elle. Faire partie des bonnes coalitions et contribuer à leur mise en place constitue un avantage concurrentiel pour nos entreprises, et c'est très important pour notre prospérité future.

Taki Sarantakis : Absolument. Dans mon esprit, une des façons de traduire cela est que vous ne voulez pas avoir une machine Beta dans un monde de magnétoscopes, et vous ne voulez pas être un lecteur de DVD dans un monde de Blu-ray. Et pour reprendre l'une des expressions d'un ancien ministre, « Vous ne voulez pas être une superproduction dans un monde dominé par Netflix ». Chantal, parlez-nous brièvement de la façon dont une norme est élaborée. Pouvez-vous nous décrire ce qui doit être fait pour arriver à pouvoir utiliser une prise de courant, à deux ou trois broches, ou ce qu'il faut accomplir pour arriver à dire, voilà ce que nous allons faire dans ce domaine ? Si vous voulez utiliser un exemple sur les données, allez-y, mais utilisez n'importe quel secteur, car je crois qu'il est très important pour nous de comprendre que ces choses ne sont pas des coïncidences ou des accidents. Il y a beaucoup de réflexion, et même de négociation, dans la création d'une norme. Peut-être pouvez-vous nous donner un petit aperçu du processus de création d'une norme.

Chantal Guay : D'accord, je vais tenter de répondre brièvement, mais en réalité, l'élaboration de normes au Canada ou dans les organismes internationaux comme ISO

et IAC est très semblable en ce qui concerne les processus et principes. Premièrement, il faut rassembler les bons interlocuteurs, avec une représentation équilibrée des intérêts, n'est-ce pas? Si vous souhaitez élaborer une norme liée à l'industrie, oui, l'industrie doit être représentée, mais aussi les personnes qui vont utiliser les produits, notamment les consommateurs. Et les instances chargées de la réglementation. Nous souhaitons faire participer à la discussion les personnes qui seront en mesure d'évaluer les effets de la norme, c'est-à-dire les spécialistes. Cette expertise doit être présente dans les discussions, mais une représentation véritablement équilibrée est essentielle pour que la norme soit bel et bien adoptée à l'avenir, et qu'elle soit réellement adaptée à l'objectif. Voilà un premier principe très important de l'élaboration des normes.

Le deuxième principe a trait au processus, et nous l'appellerons transparence. Des discussions sont organisées et le tout est enregistré. Chaque question ou commentaire doit être traité. Il doit donc y avoir des échanges. Vous ne pouvez pas simplement rejeter un commentaire. Le troisième principe est la dimension très importante de la cohérence. Si nous élaborons, par exemple, une norme pour une voiture électrique, nous devons examiner ce qui se fait ailleurs, au Canada ou à l'étranger. Ainsi, nous évitons d'abord de réinventer la route, puis de créer quelque chose de complètement différent. L'exemple du courant alternatif ou continu est donc un mauvais exemple. Nous nous retrouvons avec deux systèmes différents et il faut avoir avec soi un petit adaptateur lorsque l'on voyage d'un pays à l'autre.

Le quatrième principe, lui aussi très important, est la contribution de la population à l'élaboration de chaque norme au Canada, ce qui constitue une norme nationale du Canada. Et c'est la même chose pour l'ISO et l'IAC. Il doit y avoir une consultation publique, n'est-ce pas? Ce n'est pas quelque chose que l'on fait à la va-vite, puis on y va, on prend la décision. Ensuite, nous échangeons à nouveau, en fonction du résultat souhaité de mettre en place une norme qui sera adaptée à son objectif et qui contribuera à répondre aux besoins. Je dirais donc que c'est, en résumé, la façon dont nous procédons. Et je dirais que le dernier principe clé relatif aux normes est celui du consensus. Ainsi, il faut avoir une représentation équilibrée dans les intérêts et les échanges, et parvenir à se dire d'accord, nous sommes tous à l'aise avec cette norme. Maintenant, nous pouvons tenir une consultation publique, et après avoir traité tous les commentaires, nous publions la norme et la diffusons. J'espère que cela répond à votre question, Taki.

Taki Sarantakis : C'est un merveilleux aperçu des normes. Et encore une fois, si vous remarquez quelque chose, c'est que la norme ne remplit pas tout à fait son objectif. Si vous ne remarquez rien tandis que vous êtes sur la route pour vous rendre d'une province à l'autre sans problème, ou que vous faites le tour du monde en avion. Les normes nous facilitent la vie, ou créent des obstacles. Et dans le domaine des données, nous voulons nous assurer que les normes que nous sommes en train d'élaborer au Canada et dans le monde faciliteront les choses, plutôt que de constituer un obstacle. Je vais poser la même question à chacun d'entre vous, mais je vais le faire d'une manière un peu loufoque. Donc, Anil, je fais partie des gens qui voient le verre à moitié vide. Je pense que Francis est aussi une personne qui voit le verre à moitié vide. Je

pense que tu vois le verre à moitié plein, Anil. Chantal, j'ai l'impression aussi que tu vois le verre à moitié plein.

Anil, pourriez-vous nous présenter votre perspective sur les normes relatives aux données, en nous montrant pourquoi le verre est à moitié plein. Ensuite, nous passerons à Chantal pour qu'elle nous parle aussi des aspects positifs, des points dans lesquels nous faisons bien les choses. Puis je passerai la parole à Francis, à qui je demanderai de nous parler non pas nécessairement de nos lacunes, mais de ce que nous devons améliorer. Parce qu'on peut être extraordinaire dans quelque chose, mais si le monde continue à changer très, très vite, on peut ne pas être là où l'on souhaiterait être, simplement parce que le monde change. Alors, Anil, puis Chantal, parlez-nous de certaines des choses qui, de votre point de vue, fonctionnent en ce qui concerne les données et les normes. De ce qui fonctionne bien.

Anil Arora : La raison pour laquelle Statistique Canada est cité au niveau international comme l'un des meilleurs organismes de statistique au monde, sinon le meilleur, est que nous mettons vraiment l'emphase sur la recherche de sens. Nous repoussons les limites, tant au Canada qu'à l'étranger, en ce qui concerne les changements structurels, les changements sociétaux, les changements commerciaux, les changements économiques. Nous avons une longueur d'avance et nous prenons place dans les instances de décision, nous prenons des initiatives. Par exemple, si nous décidons d'inclure la santé mentale ou les déficiences cognitives dans la définition des handicaps. Ou si nous utilisons le concept de société inclusive avec une désagrégation des différents volets en tirant parti de la diversité de ce pays pour définir à quoi ressemble une population pleinement inclusive. Ou comment nous repoussons les limites en incluant des perspectives environnementales dans nos données économiques et sociales.

Je pourrais continuer encore et encore, mais voilà pourquoi. Et ce n'est pas seulement parce que, eh bien, Statistique Canada fait un bon travail, que cette information devient maintenant disponible pour tous les citoyens de la manière consensuelle dont Chantal a parlé. C'est exactement ce que l'on fait en tant que statisticiens. On prend un concept, la pauvreté, l'inclusion, ces choses très difficiles, complexes et nébuleuses, et on les définit. Et on dit : « Voici notre définition. Elle est itérative, elle est appelée à changer. » Et on se demande ensuite : « D'accord, en fonction de cette norme commune, de cette classification, de cette définition, quelles sont les sources de données? Quelle est la stratégie en matière de données? Avec qui allons-nous travailler? » Et puis : « Maintenant, comment les transformer en faits connus fiables sur le plan statistique, avec des erreurs et des déviations? »

Et ensuite : « Quel est le sens? Qu'est-ce que les données nous disent, quelle est l'histoire qu'elles nous racontent? » Ensuite, nous présentons les données aux décideurs, que ce soit au sein du gouvernement fédéral ou, comme vous l'avez dit, auprès de toutes ces entreprises qui se servent des données démographiques ou des données sur ce qui se passe dans leur collectivité locale pour déterminer : « Où ce produit doit-il être placé pour répondre à leur clientèle ? » C'est un exemple simple. Et

la raison pour laquelle le Canada joue dans la cour des grands à ce niveau, ou pourquoi le verre est à moitié plein, est que nous disposons des informations qui nous permettent de savoir que cette façon de faire ne fonctionnera probablement pas, mais que celle-ci fonctionnera probablement. Et cela nous permet de répondre à cet ensemble intégré de questions que nous devons traiter.

Donc... Le message à retenir, pour les gens qui assistent à cette conférence, c'est que nous devons prêter attention à ces choses. Ce sont peut-être les aspects les moins sexy, ceux que l'on tient pour acquis. Personne d'autre ne va les construire. C'est nous qui les construisons. Qui construisons toutes ces normes. Ainsi, nous devons accorder plus d'attention à tous ces éléments, aux métadonnées, aux paradonnées, aux microdonnées, aux données à grande diffusion, aux données anonymisées, aux données dépersonnalisées. Nous devons faire de la formation. Nous devons bâtir des systèmes résilients. Nous devons nous entendre sur des définitions imparfaites, mais fondées sur des consensus, les examiner au niveau international et avoir des discussions plus approfondies sur leur effet sur l'intérêt public. Je crois que le dialogue devient très, très polarisé. On entend des choses comme : « Soit vous le faites, soit vous ne le faites pas ». Et cela ne correspond pas à la réalité dans laquelle nous travaillons en tant que société, et nous en paierons tous le prix si nous adoptons une approche polarisée dans ces domaines. Il s'agit d'une science. Il nous faut investir des efforts dans les cadres, les définitions. C'est du travail acharné. C'est un processus consultatif, un sport d'équipe. Nous devons agir avec transparence et montrer notre détermination. Et enfin, nous devons communiquer notre proposition de valeur. C'est la raison pour laquelle le Canada a une longueur d'avance, car nous sommes une société axée sur l'information et les données. Et nous ne pouvons pas perdre cet avantage stratégique.

Taki Sarantakis : J'aime la façon dont vous avez formulé votre réponse Anil, et je me souviens de la façon dont vous avez formulé une question semblable – je crois que je me souviens de la façon dont les gens formulent toutes les questions quand ils les formulent bien, c'est-à-dire le « quoi », le « et puis après » et le « et maintenant ». Et je crois que les propos d'Anil, si vous voulez vous en souvenir au moyen d'un raccourci, nous rappellent que le fondement est le « quoi », et qu'il s'agit vraiment d'une grande, grande partie de notre travail en tant que fonctionnaires. Parce que si nous nous trompons dans le « quoi », nous allons aussi nous tromper dans le « et puis après ». Et nos maîtres politiques, lorsqu'ils prennent des décisions, vont également se tromper dans le « et maintenant ». Il s'agit donc d'une boucle de rétroaction dans laquelle tous les éléments dépendent les uns des autres. Et cela doit commencer par la compréhension des données. Chantal, je vous laisse poursuivre sur ce que nous faisons bien au Canada.

Chantal Guay : Oui, nous sommes très positifs et nous voyons le verre à moitié plein, mais nous sommes aussi très réalistes. Et ce que vous décrivez comme la boucle de rétroaction, je l'appellerai le cercle de qualité, un concept que le Canada a mis de l'avant au niveau international avec la norme ISO 9001, dont nous guidé l'élaboration, et qui est fondée sur le cercle « planifier », « faire », « vérifier », « réviser ». C'est-à-

dire : quel est le besoin? Est-ce que le processus de conception est adéquat? Est-ce qu'un processus est mis en place pour fournir ce service, ce produit? Est-ce que nous le faisons correctement? Il faut ensuite vérifier. Et en fonction des erreurs, ou des améliorations à apporter, nous nous améliorons de façon continue. Je dirais donc que nous visons l'excellence. Et ce cercle de qualité est extrêmement important, notamment pour le système de normalisation. Mais je dirais que pour l'ensemble des Canadiens, et Anil a parlé du travail de Statistique Canada, et de la façon dont ils l'envisagent, nous visons l'excellence.

Nous cherchons toujours des moyens de nous améliorer. Et assurément, ce que nous avons fait au Conseil canadien des normes en ce qui concerne les données, c'est d'écouter les besoins. Nous examinons ce qui s'en vient. Quels sont les défis auxquels nous sommes confrontés et que pouvons-nous faire? Et nous ne craignons pas de bousculer les habitudes. Nous n'avons pas peur de dire : « Nous mettons trop de temps à élaborer des normes. Existe-t-il d'autres outils à notre portée pour parvenir à un résultat non pas en deux ans, mais en six mois? » Ainsi, nous cherchons continuellement à nous améliorer et à répondre aux besoins des différents intervenants au Canada, mais aussi aux problèmes. Aux diverses situations qui peuvent se produire comme la pandémie, n'est-ce pas? Il y a eu des problèmes importants avec les masques N-95 pendant la pandémie. Le problème a été soulevé, et nous avons trouvé une solution. Nous avons rassemblé des gens, et nous avons élaboré des solutions.

Nous sommes attentifs, nous voulons trouver des solutions et nous cherchons toujours de meilleures façons de faire. Un autre exemple en ce qui concerne les données : c'est bien que nous collections des données, mais beaucoup de ces données sont biaisées. Quand nous élaborons des normes ou examinons les questions liées à la sécurité, par exemple la sécurité automobile, les données correspondent à celles d'un homme blanc ayant la taille d'un homme blanc européen. Les données dont nous disposons pour élaborer des normes de sécurité automobile ne protègent pas les femmes aussi bien que les hommes en raison des données que nous utilisons. Il ne suffit pas de soulever ce point pour dire : « Nous en avons besoin à l'avenir ». Si nous voulons être inclusifs, si nous voulons avoir des normes ayant une valeur pour l'ensemble de la population, pour tous les Canadiens, nous ne pouvons pas simplement utiliser des ensembles de données fondées sur des hommes blancs. Je pourrais ajouter hétérosexuels, et sans handicap. Nous abordons ces thèmes au Canada et au niveau international pour veiller à l'élaboration de normes beaucoup plus inclusives à l'avenir et qui servent à toute la population. Voilà un autre exemple d'un aspect pour lequel, oui, nous avons développé une expertise, mais nous ne sommes jamais satisfaits. Nous voulons être meilleurs. Et nous voulons nous assurer que les normes sont conçues pour tous, et qu'elles apportent de la valeur et des avantages à tous.

Taki Sarantakis : J'aime cet exemple Chantal, parce que parfois ces discussions ont l'air très ésotériques, mais en fin de compte, ce dont il est question, c'est de la ceinture de sécurité. C'est du coussin gonflable, ou du traitement contre le cancer. Et si vous avez omis des étapes comme de vérifier la population examinée, la population qui reçoit des traitements contre le cancer. Comme beaucoup d'essais cliniques ont par le

passé été très majoritairement masculins, la moitié de la population n'a pas été prise en compte. Et il y a beaucoup, beaucoup, beaucoup d'autres types de biais dans les cadres existants. Pouvez-vous répéter les étapes du cercle de qualité? Était-ce planifier, vérifier, réviser, refaire?

Chantal Guay : Planifier, faire, vérifier, réviser.

Taki Sarantakis : Planifier, faire, vérifier, réviser.

Chantal Guay : Faire, vérifier, réviser.

Taki Sarantakis : Faire. C'est formidable.

Chantal Guay : Et encore une fois, le Canada a dirigé l'élaboration de la norme ISO 9001, une norme de gestion de la qualité. C'est la norme la plus utilisée dans le monde. Et j'en suis très fière. Je l'ai utilisée, et nous l'utilisons au CCN. Je l'ai utilisée en tant qu'ingénieure-conseil, c'est une norme fantastique pour gérer la qualité et répondre aux besoins des clients ou des intervenants. C'est un outil merveilleux.

Taki Sarantakis : Absolument. Maintenant Francis, c'est le moment d'être grognon. Je te connais depuis très, très longtemps. En fait, tu n'es pas si grognon que cela. Et tu es certainement loin d'être aussi grognon que moi, mais allons-y avec la perspective du verre à moitié vide. Quels sont les aspects sur lesquels nous devons travailler en ce qui concerne les données?

Francis Bilodeau : Alors, je ne vais pas énumérer directement les aspects sur lesquels nous devons travailler. Je vais peut-être évoquer des points qui me préoccupent, ou qui m'empêchent un peu de dormir la nuit. Et je les classerais en deux catégories. Le rythme des changements que nous devons apporter, et leur ampleur. Si vous pensez à ce que nous accomplissons en tant que gouvernement, presque tout notre travail est transformé par les données, les outils et les règles, et notre capacité à travailler dans ce contexte doit se transformer. En tant que gouvernement, nous veillons à la sécurité et à la défense. La cybersécurité est une toute nouvelle réalité pour nous, et même la façon dont nous faisons la guerre se voit transformer par le numérique et les données. Nous sommes une autorité législative et réglementaire. Avons-nous les connaissances et les capacités au sein du gouvernement pour légiférer sur des industries qui évoluent si rapidement, sur des dynamiques sociales qui évoluent si rapidement? Nous administrons la justice et veillons à l'application de la loi. Nos organismes d'application de la loi, qu'il s'agisse du Bureau de la concurrence ou du Commissariat à la protection de la vie privée, ont-ils la capacité, les outils et les règles dont ils ont besoin pour faire respecter la réglementation que nous avons mise en place? Ensuite, nous fournissons des services aux Canadiens. Sommes-nous outillés pour le faire de manière à maintenir la confiance?

Si je reprends ma perspective d'ancien DPI du gouvernement du Canada et que j'examine nos règles internes et nos capacités au sein de la fonction publique, j'estime

que nos informations sont encore trop souvent cloisonnées, ce qui limite notre capacité à agir. Et nous n'agissons toujours pas à ce sujet. Nous parlons de normes pour l'industrie. Toutefois, nous n'avons toujours pas de normes largement adoptées au sein du gouvernement du Canada pour optimiser la manière dont nous utilisons les données. C'est un obstacle majeur, et un défi pour nous. Ensuite, si nous observons ce qui se passe à l'extérieur de nos organisations, et en particulier ce que font les entreprises privées, nos alliés, nos concurrents, etc., nous voyons qu'ils agissent rapidement dans des champs tels que la façon d'envisager la réglementation de l'IA ou les algorithmes. J'ai lu que la Chine se penche, par exemple, sur les questions de concurrence.

Par exemple, que pensez-vous du fait qu'Uber augmente vos tarifs parce que l'entreprise sait que vous avez de l'argent ou que vous avez utilisé des véhicules de luxe par le passé? Comment y réfléchir? Comment réglementer? Comment légiférer? Je dirais donc que je suis préoccupé par le rythme des changements. Je suis préoccupé par leur ampleur. Et pas seulement en ce qui concerne nos propres capacités, mais en ce qui concerne les capacités relatives des autres acteurs, et notre avantage concurrentiel dans l'économie moderne.

Taki Sarantakis : Tout à fait, c'est très bien dit. Et l'une des choses que vous avez abordées et dont tout le monde dans l'auditoire devrait prendre conscience, c'est que les données ont une incidence sur l'ensemble de nos fonctions dans l'administration publique. Autant pour les organismes de réglementation, les administrateurs de programmes, les fournisseurs de services, les avocats, les responsables des ressources humaines, et ainsi de suite parmi les 72 classifications que compte le gouvernement du Canada. Nous devons, et je le dirai de façon plus terne que Francis, car il l'a dit de façon très, très élégante, nous devons nous améliorer rapidement en matière de données. Nous devons être plus à l'aise avec les données. Nous devons prendre conscience de leur pouvoir et commencer à les utiliser dans notre travail quotidien pour guider nos décisions et nos accès. Anil, une des choses que Francis a soulevées indirectement, et je vais ajouter un mot à ce sujet, c'est la culture. Au gouvernement du Canada, nous avons une drôle de culture vis-à-vis des données.

Nous les segmentons. Nous les cachons. Parfois même, nous les accaparons. Nous avons tous parfois cette attitude, oui, c'est ce que dit le système, mais j'ai ce carnet noir qui dit réellement combien de contrats nous avons eu ou combien d'employés j'ai en ce moment, ou quelles sont les prévisions pour la P-9. Non, on ne peut pas compter sur PeopleSoft, on ne peut pas compter non plus sur Phénix. Mais c'est écrit là, dans mon carnet noir. Pouvez-vous nous parler un peu des risques associés à cette mentalité. Car j'ai l'impression que c'est une attitude qui continue d'être un peu trop répandue, du moins à mon goût. Alors, pourriez-vous nous partager ce que vous observez de votre point de vue.

Anil Arora : Je crois que certains de ces éléments sont très, très vrais. Je crois aussi que les données sont de plus en plus considérées comme une forme de pouvoir et comme un moyen de contrôler les discours, donc c'est un premier élément.

Deuxièmement, en l'absence d'une sorte d'arbitre, vous pouvez utiliser n'importe quelle donnée pour établir un constat qui vous semble le plus adapté à votre discours. Et il y a ainsi, à mon avis, une forme d'incitatif qui en découle, eh bien, si je partage mes données et que quelqu'un d'autre contrôle le discours, vous savez quoi, je serai marginalisé et quelqu'un d'autre va raconter mon histoire pour moi, en mon nom. Et je serai alors sur la défensive. Nous devons nous élever au-dessus de ça, Taki. En fin de compte, nous sommes là pour servir les Canadiens.

Nous sommes là pour soutenir des entreprises résilientes et performantes qui contribuent au niveau de vie. Nous souhaitons mettre en place des sociétés inclusives. Nous souhaitons compter sur une croissance inclusive, etc. Nous souhaitons faire partie des acteurs importants sur la scène internationale. Et si nous agissons ainsi, si nous adoptons une telle mentalité dans les situations quotidiennes que vous avez mentionnées, imaginez ce que nous ferons lorsqu'il s'agira de... Nous devons arrêter de penser que tel programme est mon programme. Et tant que j'ai les résultats pour montrer que j'ai fait un travail de qualité raisonnable, cela ira, car alors je suis protégé. Je pense que nous devons prendre du recul et nous demander quel est le véritable résultat que nous voulons obtenir. Avec qui vais-je devoir collaborer? Quels sont les indicateurs sur lesquels je vais devoir rendre des comptes et comment je vais m'associer à diverses parties de la société et du gouvernement, etc., pour aborder ces questions plus complexes? Mon programme permet-il réellement d'atteindre la croissance inclusive souhaitée?

Est-ce que nous avons une perspective environnementale adéquate? Est-ce que nous avons un objectif adéquat en matière de compétitivité? Et c'est un contexte très différent. Nous n'avons pas été formés dans ce contexte, Taki. Je crois que nous avons été formés dans un contexte de non, non, non, vous avez votre loi, vous avez votre mandat, vous avez l'engagement de votre ministre. Tant que vous restez dans les limites qui vous ont été tracées, tout ira bien. Et ainsi, la loi, les politiques vous empêchent d'avancer vers les résultats que vous cherchez à atteindre et de commencer à adopter une perspective à l'échelle de l'organisation ou de la concurrence. Et ces mécanismes, malheureusement, malgré les meilleures intentions, malgré les enseignements de l'histoire, nous empêchent de percevoir réellement les transformations en cours. À vrai dire, il y a des coûts associés à cela – des coûts sociaux et économiques.

Nous devons ainsi amorcer une transition, et nous détacher des systèmes verticaux et des hiérarchies en place en matière de reddition de comptes. Et comme vous l'avez dit, passer du cloisonnement à des systèmes plus horizontaux. C'est une transition difficile, mais je vous dirai, comme Francis l'a également mentionné, d'autres pays le font, d'autres provinces le font, et nous au gouvernement fédéral – voilà mon verre à moitié vide, cela nous prend un peu plus de temps pour définir comment nous allons procéder. Quelles sont les premières étapes? Je peux vous dire qu'il y a des organisations, des gens qui travaillent sur ces aspects. Travaillons avec les personnes comme Chantal. Travaillons avec les gens de Statistique Canada. Travaillons avec

ISDE, avec toutes les personnes qui contribuent à cette transition. Il nous faut, collectivement, modifier le discours pour favoriser un discours plus complet et nommer les vrais problèmes. Et nous allons devoir utiliser des données et les partager. Nous allons devoir exposer la proposition de valeur aux Canadiens avec franchise et transparence, et investir dans les compétences, dans les infrastructures et dans ces cadres dont nous avons parlé pour mettre en place un dialogue honnête. Merci, Taki.

Taki Sarantakis : Tout à fait. Et ce n'est pas une question facile, même dans les petites organisations. N'oubliez pas que nous sommes la plus grande organisation au Canada, même en prenant en compte les organisations récentes. Et n'oubliez pas non plus que nous sommes l'une des plus anciennes organisations du Canada. Je me souviens avoir lu une histoire sur Amazon. Amazon, a été créée en 1995, 1996, 1997. Et je crois que c'était en 2003 – donc, quatre ou cinq ans plus tard, Jeff Bezos, le PDG, s'est dit « oh mon Dieu, ma division CD conserve ses données de cette façon, et ma division DVD conserve ses données d'une autre façon. Et ma division des livres ne veut pas partager les données avec, par exemple, la division des livres numériques. » Il a dit : « C'est assez. C'est terminé. Nous n'allons plus nous envoyer des courriels. Nous n'allons plus nous envoyer des feuilles de calcul Excel. Toutes nos données doivent devenir des données d'entreprise. » Autrement dit, des données de l'ensemble de l'organisation.

Ainsi, on ne parlerait plus de données de l'École de la fonction publique du Canada, de données d'ISDE, de données de Transports Canada. Toutes les données seraient des données du gouvernement du Canada. Et l'accès aux données se ferait par le biais d'une interface de protocole d'application ou d'un autre moyen standard d'avoir accès à une source unique de référence. Francis, vous avez probablement davantage d'interactions avec le secteur privé que le reste d'entre nous. Y a-t-il un état d'esprit différent dans le secteur privé par rapport aux données? Avez-vous remarqué des choses par rapport aux données dans le secteur privé qui sont différentes dans le secteur public où vous travaillez?

Francis Bilodeau : Je dirais que l'une des principales différences est que pour beaucoup d'organisations du secteur privé, les données peuvent être monétisées. Il s'agit d'une marchandise qu'elles peuvent utiliser, et monétiser. Et cette situation entraîne divers comportements, c'est-à-dire que les informations deviennent une chasse gardée, en particulier entre concurrents. Il y a aussi de nombreux secteurs d'activité qui sont construits autour de la collecte de données pour pouvoir, par exemple, adapter les services, etc. Mais je pense, et nous l'avons vu dans le secteur bancaire, je pense qu'il y a quelques facteurs qui sont là naturellement, qui sont tous un peu liés à ce constat, et qui visent à offrir aux clients une expérience harmonieuse qui les amènera à faire affaire avec telle entreprise, ou à acheter plus de services. Cela a beaucoup à voir avec la façon dont les données sont utilisées comme un atout stratégique.

Et leur position concurrentielle vis-à-vis des autres est fortement influencée par les données dont ils disposent. En fait, comme beaucoup de grandes entreprises, les entreprises à la croissance la plus rapide sont celles dans lesquelles les données

constituent le principal actif, les données et la propriété intellectuelle. Je voulais aborder l'un des points concernant le cloisonnement des données dont vous parliez, Anil. Je pense aussi, avec la quantité croissante de données dont disposent les gouvernements, que ce soit au niveau fédéral, provincial, municipal, en particulier au niveau des villes, des entreprises, par exemple Equifax dont je parlais récemment... Avec la quantité de données à leur disposition, il y a des risques pour la confidentialité des renseignements, etc. Mais la quantité de données signifie que nous ne pouvons être efficaces sans collaborer avec des acteurs externes.

Il y a donc une dimension liée au contrôle et à l'accumulation de données, et une autre liée à la réflexion sur la façon dont nous tirons parti de nos propres données. Cependant, nous devons aussi réfléchir activement aux autres acteurs impliqués. Qui est capable de tirer des enseignements pouvant nous être utiles? Qui possède les données? Avec qui pourrions-nous collaborer pour veiller à ce que nos conseils et nos services demeurent pertinents? Tout cela implique de prendre en compte des acteurs externes. Je pense que nous devons envisager différemment notre façon de collaborer avec des acteurs externes, qu'il s'agisse d'entreprises privées, d'universités ou d'autres niveaux de gouvernement.

Taki Sarantakis : Absolument. Il y a deux choses à retenir de ce qu'a dit Francis : premièrement, les données ont une valeur énorme. Anil l'a mentionné au début, et je pense qu'il est juste de dire que le secteur privé a perçu un peu plus tôt que nous la valeur des données, parce que, comme Francis l'a dit, les entreprises privées pouvaient monétiser les données. Et deuxièmement, les acteurs ont parfois intérêt dans certains domaines à cacher des données qui leur appartiennent exclusivement. Mais la plupart des acteurs vont dans l'autre direction. De plus en plus de systèmes sont mis en ligne, pour le meilleur ou pour le pire, et la population peut avoir accès aux données. On observe les deux tendances. Ce n'est pas absolu dans un sens ou dans l'autre, mais cela a trait à la façon dont nous considérons les données, comme une menace ou comme une valeur, comme un élément qui doit être partagé pour que les gens puissent y contribuer, ou comme un petit morceau d'or à mettre dans sa poche, que nous sommes seuls à avoir... L'attitude adoptée détermine la façon dont nous traitons les données.

Chantal, nous avons parlé un peu des normes. Nous avons parlé de normes électriques. Nous avons eu des normes ferroviaires. Nous avons eu des normes 3G, 4G, 5G, qui garantissent que nos téléphones fonctionnent lorsque nous allons à Londres, aux États-Unis ou à l'Île-du-Prince-Édouard. Pouvez-vous nous parler des normes en cours de négociation en ce qui concerne les données, ou des normes que nous devrions mettre de l'avant du point de vue du Canada. Et comme vous l'avez mentionné, en utilisant les normes ISO 9000, pour faire preuve de leadership dans le domaine des normes relatives aux données.

Chantal Guay : Merci Taki. Je vais répondre à la question en français. Alors je veux parler surtout de notre expertise au Canada sur l'intelligence artificielle. On a été des leaders dès la Déclaration de Montréal, hein? Ça a été fait à Montréal en 2017 sur le

développement responsable. Nos valeurs canadiennes sont très importantes, on les amène toujours à la table et on sait... Francis en a parlé. On s'est doté d'une stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle. On a notre réseau d'experts. On a une super grappe sur les chaînes d'approvisionnement axées sur l'intelligence artificielle. Nous, au conseil, évidemment, on a vu l'ampleur de ces activités-là et nous, on voulait être certains qu'on allait avoir cette expertise-là, ce leadership-là, à la table internationale. Et c'est ce qu'on a fait. En fait, on dirige le comité qui s'occupe de « trustworthiness » [la véracité], donc la confiance envers comité de l'ISO sur l'intelligence artificielle. Et en plus, on est en ce moment en train de rédiger la première norme internationale de systèmes de gestion. On est super bon en système de gestion, on a créé la norme ISO 9001 il y a déjà 40 ans, 30 ans, et c'est nous qui rédigeons la norme au niveau international.

Et en fait, cette norme, elle va être très utile, parce qu'elle va établir des références communes pour les contrôles de processus dans les organisations qui développent et qui utilisent l'intelligence artificielle. Et évidemment, nous, on veut nous assurer qu'on prépare aussi le marché canadien pour continuer les efforts de tout le monde, et en particulier du ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique. Et on est en train d'élaborer un programme de certification accrédité pour une certification canadienne. Selon cette nouvelle norme, qui s'appelle la norme ISO 42001, et on a lancé... On va lancer cette année un programme pilote, l'accréditation, justement pour identifier les besoins, puis répondre aux besoins du marché pour l'intelligence artificielle ici au Canada.

Donc c'est, je pense, une démonstration du leadership qu'on veut continuer à avoir dans ce domaine-là, et on est très fier d'avoir la plume parce qu'on dit souvent, nous, dans notre monde, on dit souvent que celui qui a le crayon et qui écrit la norme définit les normes. Nous définissons l'entrée du marché, et c'est certainement quelque chose qu'on a fait... qu'on fait au Conseil canadien les normes depuis de nombreuses années, accompagner nos innovateurs et faire en sorte que si leur technologie, leur approche, ils veulent l'exporter dans d'autres pays, on s'assure qu'ils ont une place importante à la table internationale de normalisation et, si possible, que ce soit eux qui écrivent la norme pour qu'on puisse intégrer à cette norme-là, la performance de leur technologie pour que ça devienne le point de référence. Donc ça leur donne un avantage compétitif très important, et on a plein d'exemples. Pas seulement dans le domaine des données, mais aussi dans le domaine, par exemple... On a fait de grandes avancées sur le plan international avec cette approche-là. Donc c'est un exemple, Taki.

Taki Sarantakis : Oui, merci Chantal. C'est incroyable parce que l'intelligence artificielle, c'est l'avenir. C'est l'avenir proche et aussi, comme cette technologie est liée à toutes les choses de vie, les autos, le transport ferroviaire, la santé et toutes les autres choses. Nous sommes fiers du fait que le Canada est là pour aider à écrire les règles. Nous allons conclure avec Anil. Anil, ce que je vous demanderais pour conclure en deux minutes... Vous étiez avec nous hier comme l'un des co-animateurs de cette conférence extraordinaire. Et dans votre discours d'ouverture, vous avez été beaucoup

plus cohérent que moi, et beaucoup plus intéressant. Et vous avez également fait quelque chose que j'adore. Vous avez lancé un appel à la mobilisation aux participants de cette conférence, et, par l'intermédiaire des personnes présentes, aux 250 000 fonctionnaires du gouvernement du Canada. J'aimerais vous donner une minute ou deux pour conclure, et peut-être pourrez-vous nous rappeler votre appel à la mobilisation à la fin de la séance. Qu'entendez-vous par là? Comment le voyez-vous? Et qu'espérez-vous de cet appel à la mobilisation?

Anil Arora : Eh bien, merci, Taki. Écoutez, je dirai que si l'on pense qu'en gardant le pied sur le frein, tout ira bien... Si l'on joue uniquement à la défensive en matière de données, et que l'on pense que c'est un problème qui va disparaître et que tout ira bien, j'ai des nouvelles pour vous. Il va falloir utiliser tous les outils. Il va falloir se servir de l'accélérateur. Il va falloir se servir du volant. Nous allons devoir utiliser tous les rétroviseurs, les détecteurs de voies, etc., parce qu'il est essentiel d'aller de l'avant. Et franchement, du point de vue de notre pays et de notre position sur la scène internationale, si nous ne le faisons pas, il y aura un prix énorme à payer. Qu'il s'agisse de nos politiques, de notre avenir social et économique ou de notre position dans le monde, nous devons améliorer et approfondir notre façon de traiter les données et déterminer comment développer les bonnes compétences et les bons cadres, comment avoir les bonnes conversations et comment travailler en équipe en tant que Canadiens pour tirer parti des données.

Les données ne sont pas une marchandise passive. Elles permettent de bâtir le niveau de vie de notre avenir. Et je pense qu'en tant que fonctionnaires, nous devons renforcer cette capacité, cette expertise, tirer parti des forces qui existent au sein du système, favoriser un dialogue éclairé et voir comment nous pouvons réellement avancer. Car nous n'irons nulle part si nous restons dans la voiture et appuyons fermement sur le frein, ce n'est pas la bonne approche. Merci.

Taki Sarantakis : Quelle façon inspirante de terminer une heure passionnante au cours de cette conférence formidable, Chantal Guay, Francis Bilodeau, Anil Arora, merci beaucoup de vos idées et de votre énergie au cours de la dernière heure. Je vous en remercie Kara, à toi. Je suis désolé. J'ai raté mon signal.

Kara Beckles : Merci. Quelle séance pertinente et stimulante. Il était particulièrement intéressant d'en apprendre davantage sur tous ces domaines dans lesquels notre pays connaît du succès et agit en leader, mais aussi de voir que les balises sont en mouvement constant, et qu'il y a des domaines dans lesquels nous avons du retard à rattraper, et dans lesquels il nous faut accélérer. Merci à Anil de nous rappeler que nous avons tous un rôle à jouer dans ce domaine. Alors, merci Anil, Chantal, Francis et Taki. Nous allons maintenant faire une pause santé. Toutefois, nous ne nous retrouvons pas ici immédiatement après. Nous vous invitons plutôt à choisir une des séances simultanées à laquelle [inaudible] à 14 h 15, heure de l'Est, sur V Expo. Veuillez vous assurer de laisser ouverte en tout temps la page du hall virtuel V Expo. Cette plateforme de liens vous permettra de naviguer entre les différentes parties de la conférence. Vous y trouverez le message du gouvernement du Canada, les kiosques

des partenaires, les occasions de réseautage et, surtout, les différentes séances de la conférence. Si vous fermez la page de la V Expo, ne vous inquiétez pas. Vous pouvez simplement suivre les instructions du courriel de rappel que vous avez reçu ce matin. Les séances seront suivies d'une autre pause santé, ce qui signifie que nous vous retrouverons ici à 15 h 35, heure de l'Est. Bonne pause, bonne séance et à plus tard, merci.

[00:59:18 L'écran devient noir et le logo de l'EFPC apparaît avec le texte « canada.ca/school-ecole ».]

[00:59:25 Le logo du gouvernement du Canada apparaît et l'écran devient noir.]